

COLLECTIF **MORTS** **RUE**

Les
de La

« En interpellant, accompagnant ces morts, nous agissons aussi pour les vivants »

5 rue Léon Giraud 75019 Paris
01 42 45 08 01
mortsdelarue@wanadoo.fr

Objectifs statutaires

- ❖ Faire savoir que vivre à la rue mène à mourir prématurément
- ❖ Veiller à des funérailles dignes pour toutes et tous
- ❖ Accompagner les proches en deuil

Faire savoir que vivre à la rue mène à une mort prématurée

Mortalité des personnes sans domicile 2021

DÉNOMBRER & DÉCRIRE

Résumé du rapport annuel | **10ème édition**



COLLECTIF
Les MORTS
de La RUE

- Faire-part, publications
- Étude épidémiologique
- Hommages publics
- Interpellation (notamment par les médias)

Mémorial des morts de la rue

Chacun était Quelqu'un

Ces personnes n'étaient pas que «SDF»

623* sont mortes en France en 2021 à 48,5 ans en moyenne

Morts en janvier 2021

Veerjanand, 55 ans, le 1^{er} janvier 2021 à Savigny-sur-Orge

Patrick, 63 ans, le 1^{er} janvier 2021 à Belleville-en-Beaujolais

Sébastien, 43 ans, le 2 janvier 2021 à Aubagne

Sergiu, 23 ans, le 3 janvier 2021 à Arnouville

Pascal, dit Scal, 52 ans, le 3 janvier 2021 à Dieppe

Efosa DANIEL, 41 ans, le 21 janvier 2021 à Paris 14e

Didier, 44 ans, le 21 janvier 2021 à Pessac

David BRAND, 53 ans, le 21 janvier 2021 à Lyon 4e

Un homme, H.A., 26 ans, le 22 janvier 2021 dans les Hauts de France

Sanmuganadan, 33 ans, le 22 janvier 2021 à La Courmeuve

Jean, 59 ans, le 23 janvier 2021 à Marseille 5e

James, 52 ans, le 24 janvier 2021 à Mantes-la-Jolie

Jean-Claude, dit Moustache, 64 ans, le 2 février 2021 à Melun

Maryse, 62 ans, le 3 février 2021 à Puteaux

Elle, 46 ans, le 3 février 2021 à Bordeaux

Eric, 47 ans, le 4 février 2021 à Alès

Dariusz, dit Kotek, 58 ans, le 4 février 2021 à Créteil

Louis, 31 ans, le 6 février 2021 à Nice

Virginie, 45 ans, le 8 février 2021 à Perpignan

Mouloud, 88 ans, le 8 février 2021 à Paris 20e

Morts en mars 2021

Un homme, DY J., 27 ans, le 1^{er} mars 2021 à Étampes

Pascal, 53 ans, le 1^{er} mars 2021 à La Tour-du-Pin

Brami, 67 ans, le 1^{er} mars 2021 à Paris 10e

Sébastien PAGAND, dit Géant Vert, 42 ans, le 2 mars 2021 à Narbonne

Un homme, 58 ans, le 3 mars 2021 à Marseille 5e

Olivier, 41 ans, le 3 mars 2021 à Paris 19e

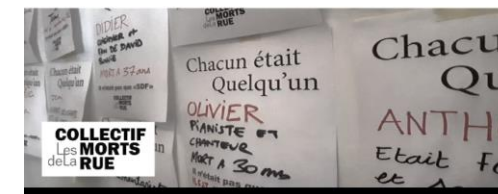
HOMMAGE

Chacun était Quelqu'un

Marche pour Les Morts de la Rue
le 15 mars 2022 à Paris

Suivez l'actualité sur les réseaux

Rendez-vous à 12h15 devant la Rotonde de Stalingrad
Arrivée devant la porte principale des Buttes Chaumont



COLLECTIF
Les MORTS
de La RUE

En 2023, le Collectif Les Morts de La Rue (CMDR) et le SIAO-974 ont signé une convention de partage de données.

Quelques constats du CMDR :

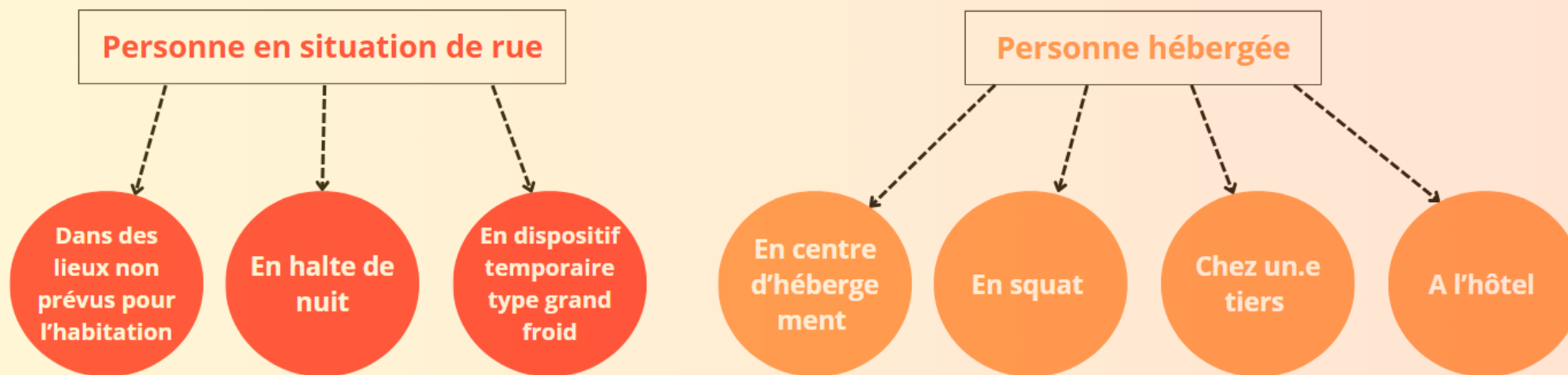
- ❖ Une mauvaise description de la mortalité des personnes sans chez soi dans les Outre-Mer, notamment à la Réunion.
- ❖ Seulement 159 décès dans les départements et territoires d’Outre-Mer comptabilisés en 11 ans.
- ❖ Une volonté du CMDR de développer ses partenariats locaux afin de pallier cela.

	2012-2022	2023
Guadeloupe	16	1
Guyane	15	0
La Réunion	51	15
Martinique	17	1
Mayotte	10	0
Nouvelle-Calédonie	1	6
Polynésie française	12	13
Saint-Martin	1	0
Total	123	36



- En 2024, au moins 855 personnes mortes de la rue en France (en situation de rue ou hébergées) et 96. personnes anciennement sans chez-soi.
- Moyenne d'âge aux décès des personnes sans chez-soi à 48 ans.
- Moyenne d'âge aux décès des personnes anciennement sans chez-soi à 59 ans.
- En majorité des hommes : en 2024, 703 hommes et 112 femmes, 1 personne transgenre.
- 24 enfants et 6 personnes de plus de 80 ans.
- 40% des décès en Ile-de-France, plus de 115 décès à Paris en 2023.

Personne sans chez soi : toute personne ayant principalement dormi au cours des 3 derniers mois précédents le décès dans un lieu non prévu pour l'habitation et/ou en hébergement



Personne anciennement sans chez soi : toute personne ayant été à un moment de la vie en situation de rue et/ou hébergée, et ayant dormi principalement au cours des 3 derniers mois dans un logement personnel (logement social ou privé) ou accompagné (maison-relais, pension de famille, EHPAD, etc..)

Personne récemment sans chez soi : toute personne étant sans domicile personnel depuis moins de 6 semaines

Accompagnement des proches en deuil

- Accompagnement des proches
- Listes en ligne
- Formations (boîte à outils et petits dej FUN)
- Les affiches sur le terrain

Giuseppe, dit l'homme aux pigeons, 76 ans	12	janvier	2022	PARIS 4E
Patrick, 62 ans	12	janvier	2022	ILE DE France
Wieslaw, 48 ans	12	janvier	2022	CLAMART
Avram IANCU, 87	14	janvier	2022	PARIS 14E
David, dit VidDa, 35 ans	14	janvier	2022	PARIS 20E
Un homme, 20 ans environ	14	janvier	2022	BERCK
Un homme, 53 ans	15	janvier	2022	BOMPAS
Un jeune homme, 18 ans	15	janvier	2022	MARCK
Frédéric, 46 ans	16	janvier	2022	LILLE
Bogdan, 48 ans	17	janvier	2022	AIX-EN-PROVENCE
Christian, 63 ans	17	janvier	2022	ROUBAIX
Un homme, 50 ans environ	17	janvier	2022	LORIENT
Un homme, C., 42 ans	17	janvier	2022	TOURS
Un homme, environ 60 ans	17	janvier	2022	AVIGNON
Un homme	18	janvier	2022	PORT-LA-NOUVELLE
Luigi	19	janvier	2022	NICE
Pierre, 49 ans	19	janvier	2022	AUVERGNE RHONE ALPES
Jan, 61 ans	20	janvier	2022	BOURGOIN-JALLIEU
Bekir, 61 ans	22	janvier	2022	PARIS 13E
Huguette BAZIN, 74 ans	22	janvier	2022	PARIS 11E
Un homme, 42 ans	22	janvier	2022	LES SABLES-D'OLONNE

Veiller à des funérailles dignes de la personne humaine

- À Paris : accompagnement des morts isolés et liens avec les différents partenaires institutionnels
- Alerte et remontée des dysfonctionnements dans plusieurs villes de France, notamment franciliennes



Ce que dit la loi :

La loi (art. 2213-7, 2223-17 et 2223-19 du code des collectivités territoriales) fait **obligation aux communes de procéder à leurs frais à l'inhumation des personnes dépourvues de ressources suffisantes et sans famille proche** (descendants et ascendants) pouvant prendre en charge l'organisation des obsèques. **Ces personnes doivent être «inhumées décemment sans distinction de culte ni de croyance».**

Les inhumations se font dans le **«terrain commun» des cimetières, et pour une durée minimale de cinq ans** pendant laquelle la famille peut réclamer le corps.

<https://www.senat.fr/questions/base/2024/qSEQ241000458.html>

Article L2213-7 : Le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat dans le département pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée décemment sans distinction de culte ni de croyance.

<https://www.afif.asso.fr/francais/conseils/legislation/cgctl.html>

Article L. 2223-27 : Le service est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Lorsque la mission de service public définie à l'article L. 2223-19 n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques.

Le maire fait procéder à la crémation du corps lorsque le défunt en a exprimé la volonté.

> Article L2223-27

Modifié par LOI n°2008-1350 du 19 décembre 2008 - art. 20

Le service est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Lorsque la mission de service public définie à l'article L. 2223-19 n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques. Le maire fait procéder à la **crémation** du corps lorsque le défunt en a exprimé la volonté.

Versions ▾

Liens relatifs ▾

Informations pratiques ▾

Que faire en cas de désaccord sur l'organisation des funérailles ?

Vérifié le 24 janvier 2024 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Les funérailles doivent correspondre aux **dernières volontés du défunt**.

Si aucun testament ne les précise, il appartient aux proches de faire les choix nécessaires pour l'organisation des funérailles (crémation /inhumation, lieu, rituel religieux/laïc, etc.),

S'ils ne sont pas d'accord, **seul le juge peut trancher**.

Il désigne la personne la plus apte à décider (on parle de *personne habilitée à pourvoir aux funérailles*).

Il s'agit d'une personne ayant eu un lien stable et permanent avec le défunt (par exemple conjoint survivant, partenaire pacsé, parent, enfant).

Vous devez saisir le **tribunal judiciaire du lieu du décès** par assignation ou par requête conjointe au greffe.

Vous pouvez passer par une requête conjointe si vous êtes d'accord pour saisir ensemble le tribunal et lui demander de trancher votre litige.

Le recours à un **avocat** n'est **pas obligatoire**.

Le tribunal décide dans les **24 heures**.



Site du
service
public

Temps d'échange

